

Conseil d'Administration

Réunion du 25 juin 2024

Procès-verbal de la réunion
du 25 juin 2024

SOMMAIRE

0. ACTUALITES DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL	5
1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 12 MARS 2024 (POUR APPROBATION)	7
1.1. SEANCE DU 12 MARS 2024	7
2. STRATEGIE ET PARTENARIATS	7
2.1. BILAN 2023 DES INDICATEURS DU COP 2021-2025 (POUR INFORMATION).....	7
2.2. CONVENTION DE PARTENARIAT GMP HAROPA (POUR APPROBATION)	9
2.3. CONVENTION DE PARTENARIAT GPM DUNKERQUE (POUR APPROBATION)	10
2.4. CONVENTIONS REGION OCCITANIE ET DEPARTEMENTS 11, 30, 34, 66 (POUR APPROBATION).....	10
2.5. CONVENTION PACA – VAR (POUR APPROBATION)	11
2.6. CONVENTION EPF LA REUNION (POUR APPROBATION)	11
2.7. CONVENTION COLLECTIVITE DE CORSE (POUR APPROBATION)	12
3. INTERVENTIONS FONCIERES	12
3.1. PERIMETRES D’INTERVENTION (POUR APPROBATION)	12
CONSEIL DE RIVAGES MANCHE – MER DU NORD.....	12
CONSEIL DE RIVAGES NORMANDIE.....	12
CONSEIL DE RIVAGES BRETAGNE – PAYS DE LA LOIRE	13
CONSEIL DE RIVAGES MEDITERRANEE.....	13
3.2. OPERATIONS FONCIERES SPECIFIQUES (POUR APPROBATION)	14
4. RESSOURCES	15
4.1. BUDGET 2024 RECTIFICATIF N°1 (POUR APPROBATION).....	15
4.2. SUBVENTIONS 2024, DONT APCEL (POUR APPROBATION).....	16
4.3. PROCESSUS D’EVOLUTION DE LA DELEGATION NORMANDIE (POUR APPROBATION)	16
5. GESTION, USAGES ET TRAVAUX	17
5.1. CONVENTION RESEAU-EAU – LONGUES ET BAYEUX (POUR APPROBATION)	17
5.2. ÉTANG DE BOLMON – BOUCHES-DU-RHONE – CONVENTION DE MESURES COMPENSATOIRES (POUR APPROBATION) 17	
5.3. MARAIS DES PRES DU BAUGE – HERAULT – CONVENTION AGRICOLE DE PLUS DE 30 ANS (POUR APPROBATION)	18
5.4. CONVENTION D’OCCUPATION POUR DES MANIFESTATIONS SPORTIVES (POUR APPROBATION).....	18
5.5. SUBVENTION LIFE ADAPTO+ (POUR INFORMATION)	18
5.6. DECISION D’URGENCE PROGRAMME DE TRAVAUX CONTRAT TERRITORIAL BOUCHES-DU-RHONE (POUR INFORMATION)19	

PARTICIPANTS À LA RÉUNION

Sénateurs

M. Ronan DANTEC, Sénateur de Loire-Atlantique.

Personnalités qualifiées

MM. Philippe de GRISSAC, Représentant de la LPO ;
Jean JALBERT, Directeur général de la Fondation Tour du Valat ;
Mme Elodie MARTINIE-COUSTY, Représentante de France Nature Environnement.

Représentants de communes gestionnaires

M. Jean-Charles ORSUCCI, Maire de Bonifacio.

Présidents de Conseil de rivages ou leurs vice-présidents en tant que suppléants

M. Hubert DEJEAN de la BÂTIE, Conseil de rivages Normandie ;
Mme Agnès LANGEVINE, Présidente du Conseil d'administration et vice-présidente du Conseil de rivages Méditerranée ;
M. Jean PROU, Conseil de rivages Centre et Sud Atlantique ;
Mme Anne-Laure SANTUCCI, Conseil de rivages Corse.

Représentants des ministres

M. Benoît BERGERERE, Urbanisme ;
Mme Annabelle BOUTET, Aménagement du territoire ;
MM. Laurent ETCHEVERRY, Intérieur ;
Fabien GELEBART, DGMPA ;
Mme Myriam HABIB, DGAMPA ;
M. Alex MAZALAIGUE, Défense ;
Mmes Marianna MONNEAU, DGOM ;
Fabienne RICARD, Direction Eau et Biodiversité ;
Carole ROBERT, Agriculture ;
Virginie SERNA, Culture ;
Aline VIDAL, Domaine ;
Clothilde VITOU, Budget.

Siègent au Conseil d'Administration avec voix consultative

M. Jérôme GAYET, DGFIP
Mmes Catherine LARROUTUROU, Agent comptable du Conservatoire du littoral ;
Agnès VINCE, Directrice du Conservatoire du littoral.

Observateurs

Mmes Zoé FANGILLE, Stagiaire (avec Madame Virginie SERNA) ;
Emmanuelle THIESSE, Direction de l'Eau et de la Biodiversité.

Délégués et délégués adjoints du Conservatoire du Littoral

M. Patrice BELZ, Délégation Centre Atlantique ;
Mme Bénédicte BENOIT-SISCO, Délégation Corse ;
MM. Cédric BOHUN, Délégation Languedoc Roussillon ;
Alain BRONDEAU, Délégation Outre-mer ;
Jean-Philippe DESLANDES, Délégation Normandie ;
François FOUCHIER, Délégation PACA ;
Arnault GRAVES, Délégation Manche Mer du Nord ;
Mme Nathalie MADRID, Délégation Aquitaine ;
M. Michel PELTIER, Délégation Bretagne ;
Mme Ana TEODORESCU, Communication.

CODIR-SG du Conservatoire du littoral

MM. Arnaud ANSELIN, Gestion patrimoniale ;
Yannick LAGOYER, Assistant, logistique ;
M. Julien PELGE, SG ;
Mmes Guillemette ROLLAND, Foncier ;
Hélène SYNDIQUE, Directrice adjointe du Conservatoire du littoral ;
M. Sylvain VERDIER, Budget.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

La séance est ouverte à 13 heures 45, sous la présidence de Madame LANGEVINE.

Mme LANGEVINE remercie les participants et précise qu'au regard du contexte, le format du Conseil d'administration a été modifié. L'ordre du jour a été maintenu, mais les points seront abordés plus rapidement. Madame Langevine remercie les équipes du Conservatoire d'avoir remanié les différents points pour une présentation plus synthétique, tout en rappelant que les dossiers concernant les interventions foncières et les projets de convention ont été vus et discutés en Conseils de rivages, et que les représentants de l'État et les membres du Conseil d'administration ont également préparé ce Conseil.

M. DANTEC se déclare très heureux d'avoir été désigné par les membres du Sénat pour les représenter auprès du Conseil d'administration du Conservatoire du littoral. En tant que président de la Commission nationale d'adaptation au changement climatique, il confirme que le Conservatoire du littoral est un acteur important des questions relatives à la submersion et à l'évolution du trait de côte.

Mme LANGEVINE souhaite la bienvenue à Monsieur Dantec.

0. Actualités du Conservatoire du littoral

Mme VINCE remercie à son tour les équipes d'avoir accepté de s'adapter au changement de format de la séance, demande formulée au regard du contexte particulier. Madame Vince présente les actualités de l'établissement.

- Programme Adapto+

Le projet Life Adapto+ sera officiellement lancé à l'automne avec l'ensemble des partenaires. La décision du Conservatoire du littoral, de porter une candidature, conjointement avec le BRGM, l'ONF, et d'autres partenaires, déjà impliqués dans le Projet Adapto, ou à associer désormais, a été prise, avec l'accord de la direction de l'eau et de la biodiversité, et l'intérêt marqué de la direction de l'habitat, de l'urbanisme et du paysage, ainsi que de la direction générale des risques, présents en décembre 2023, à Saint-Malo, à l'occasion du colloque de clôture du programme initié en 2017. Ce nouveau projet, à la suite du premier projet Adapto, a pour objectif de maintenir cette dynamique tout à la fois scientifique, opérationnelle, partenariale et méthodologique, instaurée avec les collectivités territoriales et les différents partenaires pour poursuivre les réalisations. Ce nouveau programme d'adaptation de l'aménagement des territoires littoraux au changement climatique par le recours à une gestion souple du trait de côte est confirmé, puisque le financement Life a été obtenu.

- Budget

Le second point concerne l'adéquation entre missions et moyens de l'action du Conservatoire du littoral à la fin du premier semestre 2024. Le budget rectificatif présenté résulte d'un travail significatif de consolidation des recettes complémentaires et de fiabilisation des restes à payer pour 2024. Cela permettra, d'une part, de réduire le déficit constaté dans le budget initial 2024, et d'autre part, d'ouvrir de nouvelles AE, afin de redynamiser les activités opérationnelles, cœur de métier de l'établissement, à hauteur de 2,3 M€ pour la mission foncière et de 2,3 M€ pour la mission de propriétaire. Ces

modifications constituent une excellente nouvelle, car elles donneront un nouveau souffle à l'action de terrain pour la reconquête de la biodiversité, la renaturation, la désartificialisation, la restauration d'écosystèmes et l'ouverture au public d'un patrimoine naturel et culturel, richesse des territoires.

Par ailleurs, la mission d'audit conseil de l'Inspection générale de l'IGEDD a débuté au mois de juin. La démarche sera concentrée sur les fonctions de pilotage et sur les processus d'allocation de moyens au regard des objectifs fixés à l'établissement. L'audit permettra de recueillir des recommandations. Les services du siège du Conservatoire du littoral, à Rochefort, ont déjà été auditionnés, ainsi que l'antenne de Paris et les délégations PACA et Aquitaine. La présidente du Conseil d'administration et le président du Conseil scientifique ont également été auditionnés. Les auditeurs ont aussi rencontré les représentants de la tutelle DEB et de la direction du Budget et du Contrôle financier. Il est prévu d'auditionner les délégations Bretagne et Normandie, ainsi que d'autres administratrices et administrateurs élus et partenaires. La mission rendra son rapport en septembre.

- Évolution du Syndicat mixte du littoral normand

Un point spécifique est prévu sur la question dans l'ordre du jour de ce Conseil d'administration, puisqu'il est proposé aux membres de se prononcer sur le processus de création de la délégation de Normandie de plein exercice et de l'organigramme-cible.

- Le chantier sur l'évolution de l'animation des Conseils de rivages

Le chantier collaboratif sur l'évolution de l'animation des Conseils de rivages se poursuit. Débutée en septembre 2023, cette démarche a pour objectif d'améliorer la visibilité, l'attractivité et l'impact des Conseils de rivages pour l'action du Conservatoire avec les collectivités territoriales partenaires et les gestionnaires. Le chantier a débuté par une phase d'écoute et de diagnostic, présentée à l'occasion d'un webinaire le 9 février. Il s'est poursuivi par un séminaire les 13 et 14 mai, à Paris, en présence des membres de Conseils de rivages et de partenaires. Ce séminaire a abouti à la proposition de 13 solutions, qui pourront être expérimentées lors des prochains Conseils de rivages, entre les mois de juin et de novembre. Selon les résultats de ces expérimentations, l'établissement choisira quelques propositions retenues au plan territorial comme au plan national, en lien avec les présidents de Conseils de rivages. Ces solutions portent à la fois sur la préparation en amont du Conseil de rivages, sur l'animation pendant le Conseil, et sur la valorisation à l'issue du Conseil. Elles concernent également l'organisation, le format technique du Conseil, et son lien avec le Conseil d'administration.

- Opération « Attention, on marche sur des œufs ! »

La quatrième campagne de l'opération « Attention, on marche sur des œufs ! » a été lancée avec l'OFB, la LPO, l'ONF, et Rivages de France, sous la coordination du Conservatoire du littoral. Le programme a été engagé avec succès depuis le site emblématique du Sillon de Talbert, à côté de Saint-Brieuc.

- Participation du Conservatoire du littoral au Congrès des Réserves naturelles de France

Le Congrès s'est déroulé à Seignosse, dans les Landes, du 3 au 6 avril 2024, sur le thème de la protection forte. Lors de la table ronde de clôture, le Conservatoire du littoral a rappelé son engagement à être un acteur-clé de la stratégie nationale pour les aires protégées, désormais inscrite dans la SNB 3, et à ce titre, à participer au processus de désignation de certains de ses sites en zone de protection forte, avec une approche proportionnée, valorisant le dispositif de protection. L'objectif est de concilier la

protection foncière inaliénable et pérenne, la gestion conventionnée, l'existence d'un plan de gestion, la régulation des usages et l'existence de moyens de contrôle.

- Participation du Conservatoire du littoral à la réunion du Comité national du trait de côte

Le Comité national du trait de côte, présidé par la Madame la Députée, Sophie Panonacle, s'est déroulé le 22 mai 2024. Le Conservatoire du littoral a été invité à présenter la démarche Adapto. Plusieurs retours d'expérience concernant la mise en œuvre de solutions fondées sur la nature ont ainsi été exposés, dont des réalisations en Corse, en Nouvelle-Aquitaine, en PACA, et en Normandie. La réflexion sur le modèle économique de la recomposition des territoires concernés par l'érosion a également permis au Conservatoire de souligner la nécessité de mobiliser des moyens adaptés au déploiement de solutions fondées sur la nature, tant au niveau de l'acquisition foncière qu'au niveau opérationnel, par la restauration des écosystèmes côtiers.

- 50^{ème} anniversaire du Conservatoire du littoral

Le 50^{ème} anniversaire de l'établissement coïncidera avec l'Année de la mer. La préparation de l'événement se poursuit sous le pilotage de la nouvelle directrice de la Communication, Madame Ana Teodorescu. Les nouvelles avancées seront présentées lors de la séance du Conseil d'administration du mois d'octobre.

Mme RICARD remercie les équipes du Conservatoire du littoral pour leur mobilisation et l'important travail de qualité, réalisé afin d'obtenir la sélection par l'Union Européenne du programme Adapto+, projet nécessaire dans le cadre du changement climatique. Par ailleurs, les travaux budgétaires traduisent un effort conséquent pour diminuer le montant des restes à payer et trouver de nouvelles recettes auprès des partenaires, ce qui permettra d'améliorer l'activité d'acquisition foncière de l'établissement. Enfin, la mission IGEDD, en cours d'analyse des ressources de l'établissement et de ses besoins, en lien avec le Contrat d'Objectifs et de Performance, sera de nature à appuyer le ministère dans la défense des financements du Conservatoire du littoral.

Mme LANGEVINE émet le souhait que le rapport soit lu et pris en considération.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 12 mars 2024 (pour approbation)

1.1. Séance du 12 mars 2024

Aucune observation n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du 12 mars 2024 est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-028, point 1.1.

2. Stratégie et partenariats

2.1. Bilan 2023 des indicateurs du COP 2021-2025 (pour information)

Mme SYNDIQUE indique que le rapport d'activité 2023 des indicateurs du Contrat d'Objectifs et de Performance 2021-2025 du Conservatoire du littoral présente les résultats des différents indicateurs, un tableau détaillé des valeurs annuelles de chaque indicateur, et les tendances et évolutions des

indicateurs. En 2023, la cible du Contrat est atteinte par la moitié des indicateurs. Six indicateurs se situent en dessous de la cible, mais sont en progression.

Les indicateurs suivants affichent donc à mi-parcours de bons et très bons résultats :

- Le nombre de sites opérationnels ;
- Le nombre de sites en bon état écologique ;
- L'action sociale ;
- La conversion à l'agriculture biologique ;
- Les opérations liant nature et culture ;
- Les partenariats scientifiques ;
- Les actions à l'international ;
- La formation interne ;
- La transition numérique ;
- Les restes à payer.

En revanche, il sera nécessaire d'exercer une certaine vigilance sur les indicateurs suivants, se situant en-dessous de la cible ou présentant une tendance à la baisse :

- La dynamique des comités de gestion ;
- Les opérations de désartificialisation ;
- Les opérations d'adaptation au changement climatique ;
- Le taux de recrutement de femmes aux postes d'encadrement.

Enfin, d'autres indicateurs, notamment liés au foncier, devront faire l'objet d'actions spécifiques pour pouvoir inverser leur tendance à la baisse :

- Surface acquise de manière globale, et plus spécifiquement, surfaces acquises en ZNIEFF et en ZH ;
- Surface de DPM affectée ;
- Opérations de reconquête des 50 pas géométriques en Outre-mer.

Concernant la surface acquise globale, une tendance à l'amélioration se dessine toutefois, avec des résultats 2022 à la hausse pour l'activité, mais en baisse pour les résultats surfaciques. La surface acquise a été plus importante en 2023, mais se situe encore en deçà de la cible, en dépit de cette dynamique positive. La trajectoire à l'échelle du Contrat reste très dépendante des réflexions en cours sur l'adéquation entre missions et moyens. Au regard de la contraction des moyens, l'année 2024 ne changera pas la tendance de cet indicateur, qui atteste la nécessité d'obtenir rapidement des garanties sur la pérennisation de plusieurs moyens d'intervention, notamment financiers, afin de redresser la situation.

S'agissant des surfaces acquises en ZNIEFF, l'objectif est enrayé par l'acquisition de plusieurs zones sur des secteurs considérés comme dégradés, et qui doivent être requalifiés ou renaturés. Il s'agit d'une tendance de plusieurs politiques, notamment budgétaires, avec le Fonds Vert ou le fonds destiné à la résorption des décharges littorales, la dynamique de résorption des friches urbaines, ou l'importance de l'entrée en vigueur du plan « zéro artificialisation nette ». Le Conservatoire du littoral s'inscrit logiquement dans cette dynamique de recherche de zones dégradées à renaturer, plutôt que dans une politique de reconquête de milieux naturels.

L'indicateur d'affectation du Domaine Public Maritime se situe largement en dessous de la cible. Celle-ci, très ambitieuse, est fixée pour la durée du COP à 7 000 ha, dont 3 500 ha en Outre-mer. Cette valeur doit toutefois être relativisée, en comparaison avec la valeur d'attribution du DPM qui atteint 1 019 ha en 2023. Par ailleurs, plusieurs dossiers d'affectation sont en cours d'instruction en Outre-mer, notamment en Guadeloupe, en Martinique et à Mayotte. De plus, un important gisement de DPM reste affectable en Guyane, où les affectations de terrains de l'État au Conservatoire du littoral sont très dépendantes de la mise en œuvre des Accords de Guyane, prévoyant un transfert massif de foncier de l'État à destination des collectivités. Ces dossiers de transferts en cours représentent environ 2 200 ha. Les affectations du DPM en Outre-mer sur la durée du COP pourraient donc atteindre 3 400 ha, ce qui permettrait d'atteindre la cible de l'indicateur pour l'Outre-mer. Le travail avec le réseau des gestionnaires du DPM reste à mener pour la partie hexagonale.

Le dernier indicateur en rouge concerne les opérations de reconquête des 50 pas géométriques. La délégation Outre-mer a dressé le tableau d'une cinquantaine d'opérations déjà engagées. Plusieurs opérations sont souvent en cours sur un même site, qui est considéré comme reconquis lorsque toutes ces opérations sont achevées. La plupart de ces interventions n'entrent donc pas dans le calcul de l'indicateur. Par ailleurs, le poste de chargé de cette mission est resté vacant durant une partie de l'année 2023, ce qui a retardé l'aboutissement de ces dossiers. Enfin, les contraintes budgétaires actuelles de l'établissement ont imposé le report de plusieurs dossiers.

Mme LANGEVINE propose de revenir sur ce point de façon plus approfondie lors du prochain Conseil d'administration.

2.2. Convention de partenariat GPM HAROPA (pour approbation)

Mme SYNDIQUE rappelle que les deux conventions entre le Conservatoire du littoral et Haropa Port, d'une part, et le port de Dunkerque, d'autre part, représentent la poursuite d'un partenariat déjà existant. Le nouveau cadre contractuel tient compte de l'évolution du contexte législatif, et de l'adoption de la loi sur la réindustrialisation verte, qui a assoupli le dispositif de compensation. Cette modification législative a pour objectif de favoriser l'anticipation par les porteurs de projet des zones pouvant être considérées comme mesures compensatoires, afin d'identifier en amont des zones à requalifier. Le travail consiste à identifier ces zones et à procéder à des opérations de reconquête, de renaturation et de requalification. Les conventions proposées s'inscrivent donc dans ce contexte, tout en restant conformes aux orientations sur la question de la compensation, adoptées en 2015 par le Conseil d'administration du Conservatoire.

Toutefois, un travail de réflexion a été engagé au sein de l'établissement, afin d'actualiser les orientations de 2015 à la lumière du bilan présenté à l'automne. Ces réflexions portent sur la mise en œuvre des orientations, au regard des évolutions réglementaires visant à améliorer l'anticipation de la question compensatoire. Plusieurs opérateurs formulent des demandes pressantes. Les deux conventions présentées préfigurent le débat à venir pour le positionnement de l'établissement sur cette question.

La proposition de convention avec le GPM Haropa constitue le renouvellement d'une convention existante. Le Conservatoire est propriétaire de 1 800 ha sur le secteur de l'estuaire de la Seine et intervient sur un périmètre global de 10 000 ha autour des secteurs des rives de Seine-Sud, de l'Estuaire de la Seine, de la Risle Maritime et du Marais Vernier. Ce partenariat, existant depuis 2013, avait permis

d'engager un travail d'identification des secteurs pouvant servir de mesures compensatoires pour les travaux du Grand Port, notamment via des acquisitions foncières et des travaux de restauration. La nouvelle convention permettra de poursuivre et d'amplifier ce partenariat, associant stratégie foncière et travaux de restauration sur trois secteurs géographiques, les rives de Seine-Sud, la Risle Maritime et le Marais Vernier. Les zones soumises à des actions foncières ou à des travaux financés par le Grand Port Maritime, feront l'objet de conventions spécifiques afin de définir avec précision le secteur d'intervention, la nature des travaux et les prises en charge de chaque partie.

Aucune observation n'étant formulée, la convention de partenariat avec le GMP HAROPA est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-029, point 2.2.

2.3. Convention de partenariat GPM Dunkerque (pour approbation)

Mme SYNDIQUE indique que la convention avec le Grand Port Maritime de Dunkerque s'inscrit dans la continuité d'une convention tripartite, entre le département du Nord, le Conservatoire du littoral et le Grand Port, soumise en 2023 au Conseil d'administration. Cette convention avait pour objet d'identifier des zones de compensation à l'intérieur du périmètre. La nouvelle convention propose d'identifier des zones de compensation à l'extérieur de la zone d'intervention du Grand Port, dans le cadre de l'élaboration d'un schéma directeur externe. Les zones ne sont pas identifiées a priori, mais feront l'objet d'un travail spécifique. Les orientations nationales de 2015 prévoient que l'ensemble des mesures compensatoires acceptées par l'établissement s'inscrivent dans la stratégie d'intervention à long terme, puisque le Conservatoire du littoral doit demeurer l'acteur foncier privilégié sur ces périmètres.

Mme LANGEVINE rappelle que les deux conventions présentées préfigurent l'important débat prévu lors du prochain Conseil d'administration. Le Conseil scientifique accompagnera la réflexion sur cette question de la compensation.

La convention de partenariat avec le GPM de Dunkerque est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-030, point 2.3.

2.4. Conventions région Occitanie et départements 11, 30, 34, 66 (pour approbation)

2.4.1. Convention région Occitanie

Mme SYNDIQUE précise que le département du Gard rejoint pour la première fois cette architecture contractuelle. Les autres conventions concernent un partage de stratégies et de domaines d'intervention entre les collectivités et le Conservatoire. La convention-mère, signée entre le Conservatoire et la région Occitanie n'a pas de portée financière directe. Les quatre conventions avec les départements d'Occitanie sont cosignées par le Conservatoire du littoral, la région et chaque Conseil départemental, avec un engagement de partage de financement, à hauteur de 25 % pour le département, de 25 % pour la région, et de 50 % pour le Conservatoire du littoral.

Mme SERNA ajoute que ces conventions évoquent en préambule la valorisation du patrimoine naturel et du patrimoine culturel. La convention avec la région Occitanie offre au Conservatoire la possibilité de s'appuyer sur les services en région, et notamment sur le service de l'Inventaire général

du patrimoine culturel et sur le service de la Connaissance et de l'Inventaire des patrimoines. Enfin, un programme intitulé « Le patrimoine de l'eau » est actuellement initié en région Occitanie.

Aucune observation n'étant formulée, la convention avec la région Occitanie est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-031, point 2.4.1.

2.4.2. Convention département de l'Aude

Aucune observation n'étant formulée, la convention avec le département de l'Aude est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-032, point 2.4.2.

2.4.3. Convention département du Gard

Aucune observation n'étant formulée, la convention avec le département du Gard est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-033, point 2.4.3.

2.4.4. Convention département de l'Hérault

Aucune observation n'étant formulée, la convention avec le département de l'Hérault est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-034, point 2.4.4.

2.4.5. Convention département des Pyrénées-Orientales

Aucune observation n'étant formulée, la convention avec le département des Pyrénées-Orientales est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-035, point 2.4.5.

2.5. Convention PACA – Var (pour approbation)

Mme SYNDIQUE indique que ce point concerne le renouvellement de la convention tripartite entre la région PACA, le département du Var et le Conservatoire du littoral pour une durée de six ans, à compter du 1^{er} janvier 2025, à raison d'une participation annuelle de 220 000 € pour le département, de 220 000 € pour la région et de 440 000 € pour le Conservatoire.

Aucune observation n'étant formulée, la convention avec la région PACA et le département du Var est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-036, point 2.5.

2.6. Convention EPF La Réunion (pour approbation)

Mme SYNDIQUE indique que cette convention constitue un premier partenariat. Il est proposé de signer une convention de quatre ans avec l'EPF Réunion (Établissement Public Foncier de La Réunion), articulée autour de veilles foncières, de partage d'information sur les stratégies et les activités opérationnelles, et d'interventions foncières, études techniques ou travaux de remise en état avant renaturation et changement d'usage de terrains. Enfin, cette convention a déjà été délibérée par le Conseil d'administration de l'EPF le 20 juin 2024.

Aucune observation n'étant formulée, la convention avec l'EPF Réunion est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-037, point 2.6.

2.7. Convention Collectivité de Corse (pour approbation)

Mme SYNDIQUE indique que cette convention-cadre avec la Collectivité de Corse est une nouveauté, puisqu'elle englobe l'ensemble des domaines communs d'intervention de la Collectivité et de l'établissement : définition de secteurs d'intervention, création de zones de préemption ENS, gestion, ou définition de travaux de reconquête sur les terrains acquis du Conservatoire. Un comité de gestion, rassemblant la Collectivité de Corse, le Conservatoire du littoral et l'Office de l'environnement de Corse, se réunira annuellement afin de définir un programme d'investissement pour affiner l'engagement contractuel de l'ensemble des acteurs. Enfin, cette convention-cadre concerne également la partie RH, puisqu'elle intègre la mise à disposition d'agents territoriaux auprès du Conservatoire du littoral.

Mme SANTUCCI salue le travail accompli par l'ancien délégué, Monsieur Michel Murraciale, et les travaux initiés par la nouvelle déléguée, Madame Bénédicte Benoit-Sisco. La notion de stratégie commune est essentielle. La Corse a en effet un statut particulier, puisque tous les terrains du Conservatoire sont gérés par une seule et même entité, la Collectivité de Corse.

Aucune observation n'étant formulée, la convention avec la Collectivité de Corse est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-038, point 2.7.

3. Interventions foncières

3.1. Périmètres d'intervention (pour approbation)

Conseil de rivages Manche – Mer du Nord

3.1.1. Baie de la Slack – Pas-de-Calais – extension

Mme ROLLAND indique que cette extension de périmètre se situe sur les communes d'Ambleteuse et de Wimereux, dans le Pas-de-Calais. L'extension porte sur deux secteurs distincts, dont un périmètre situé sur une zone humide, le long d'un affluent de la Slack. Cette extension permettra de gérer correctement l'accueil du public, et notamment la proximité du sentier du littoral.

Aucune observation n'étant formulée, le programme d'extension de la baie de Slack, dans le Pas-de-Calais, est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-039, point 3.1.1.

Conseil de rivages Normandie

3.1.2. Valleuse de Bruneval – Seine-Maritime – extension

Mme ROLLAND rappelle que les valleuses sont caractéristiques des côtes de falaises. L'extension proposée de 112 ha se situe à proximité du cap d'Antifer et d'Étretat, et à 18 kilomètres au nord de l'agglomération du Havre. Le secteur a été identifié dans la stratégie à long terme du Conservatoire du littoral 2015-2050 comme zone d'intervention. La Commune de Saint-Jouin-Bruneval a sollicité l'établissement, afin que son périmètre d'intervention soit étendu sur les falaises de la commune, en continuité du secteur d'intervention existant sur les communes adjacentes.

Aucune observation n'étant formulée, le programme d'extension de la Valleuse de Bruneval, en Seine-Maritime, est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-040, point 3.1.2.

Conseil de rivages Bretagne – Pays de la Loire

3.1.3. Pentrez Lestrevet – Finistère – création

Mme ROLLAND rappelle que la délégation Bretagne mène ce projet de création de sites depuis plus de 10 ans. Il intervient dans le cadre du programme « Baies prioritaires ». En effet, ce secteur est situé dans la baie de Douarnenez, identifiée comme « baie algues vertes » dans le cadre du SDAGE Loire-Bretagne. Le projet concerne actuellement huit communes, alors que seules cinq communes avaient initialement adhéré au programme. La création de ce périmètre de 88 ha permettra d'agir dans une zone humide de marais, présentant un véritable intérêt sur le plan de la biodiversité, et de stopper l'étalement des parcelles de loisirs et de camping dans le secteur de la plage de Pentrez Lestrevet.

Aucune observation n'étant formulée, le programme de création de Pentrez Lestrevet, dans le Finistère, est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-041, point 3.1.3.

3.1.4. Estuaire du Douron – Côtes d'Armor – extension

Mme ROLLAND indique que le secteur se situe à la limite du Finistère et des Côtes d'Armor. Cette extension de 33 ha intervient également dans le cadre de la mission « Baies prioritaires », puisque le secteur est situé dans l'anse de Locquirec, identifiée comme prioritaire pour la lutte contre les algues vertes dans le cadre du SDAGE Loire-Bretagne. L'estuaire du Douron est constitué de deux cours d'eau, et l'adhésion de la commune de Plestin-les-Grèves au programme permettra de protéger la qualité de l'eau et de favoriser la conversion des activités agricoles, actuellement intensives, avec un retour au pâturage.

Aucune observation n'étant formulée, le programme d'extension de l'estuaire du Douron, dans les Côtes d'Armor, est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-042, point 3.1.1.

Conseil de rivages Méditerranée

3.1.5. La Côte Bleue – Bouches-du-Rhône – extension

Mme ROLLAND rappelle que ce secteur, situé à proximité de la métropole de Marseille, est constitué de collines et de massifs calcaires boisés. Le Conservatoire du littoral intervient déjà sur un important secteur de 7 000 ha. La Délégation PACA et la Commune proposent une petite extension de 87 ha, relativement structurante, puisqu'elle se situe dans un vallon très fréquenté, qui présente des risques de cabanisation. Sa protection permettra d'assurer une cohérence de gestion.

Aucune observation n'étant formulée, le programme d'extension sur la Côte Bleue, dans les Bouches-du-Rhône, est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-043, point 3.1.5.

3.1.6. Ceinturon – Var – création

Mme ROLLAND précise que cette proposition de création concerne le site de Ceinturon, une zone humide située entre le site des Vieux Salins et le Salin des Pesquiers, sur la commune de Hyères. Ce site

est inclus dans l'aire d'adhésion du Parc national de Port-Cros et à proximité de l'opération Grand site de la presqu'île de Giens. Le périmètre, proche de l'aéroport, est particulièrement urbanisé et anthropisé. Cette zone humide présente toutefois un intérêt exceptionnel, puisqu'elle abrite de nombreuses espèces d'oiseaux, de mammifères, de reptiles, ou d'amphibiens. Le périmètre inclut des parcelles privées sur lesquelles sont installées plusieurs activités économiques illégales, comme le camping ou le stockage hivernal de caravanes. Enfin, le secteur inclut également 32 ha de parcelles communales ayant fait l'objet d'un plan de gestion réalisé par la LPO. L'objectif est donc d'entrer en contact avec les différents propriétaires pour protéger progressivement ce site qui joue le rôle de corridor entre les deux salins.

Mme LANGEVINE remercie Madame Rolland pour ces présentations synthétiques, qui n'occultent toutefois pas le travail et l'implication des délégations.

Aucune observation n'étant formulée, le programme de création de Ceinturon, dans le Var, est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-044, point 3.1.6.

3.2. Opérations foncières spécifiques (pour approbation)

3.2.1. Pointe Isère-Savanes Sarcelles – Guyane – procédure de déclaration d'utilité publique aux fins d'expropriation

Mme ROLLAND indique que la première opération concerne le site du polder de la savane Sarcelle, situé sur la commune de Mana, en Guyane. Plusieurs opérations très importantes de restauration écologique et de valorisation du patrimoine paysager ont été menées sur ce site à la fin de l'année 2022. La complexité administrative de ces opérations a toutefois conduit à proposer un projet d'expropriation sur quelques parcelles, dont l'acquisition amiable est impossible, au regard du statut foncier. Cette opération permettra de mettre en œuvre un projet de gestion de l'hydraulique, indispensable sur le secteur, et de faciliter l'accès au site. Il est donc proposé aux membres du Conseil d'administration d'approuver le projet et le périmètre d'expropriation.

Aucune observation n'étant formulée, la procédure de déclaration d'utilité publique aux fins d'expropriation à Pointe Isère-Savane, en Guyane, est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-045, point 3.2.1.

3.2.2. Pointe de la Crèche – Pas-de-Calais – échange de parcelles

Mme ROLLAND rappelle que les parcelles ne sont pas classées au domaine propre de l'établissement. Cette proposition d'échange de parcelles concerne le secteur de la Pointe de la Crèche, dans le Pas-de-Calais. L'objectif est de faciliter la gestion du site et celle des usages, assurés par la collectivité en charge de la gestion et de l'entretien de la voie de circulation. Il est proposé au Conseil d'administration d'autoriser la directrice à réaliser un échange de parcelles avec soulte.

Aucune observation n'étant formulée, l'échange de parcelles à Pointe de la Crèche, dans le Pas-de-Calais, est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-046, point 3.2.2.

3.2.3. Lozari – Corse – échange de parcelles

Mme ROLLAND précise qu'une propriété bâtie se trouve sur les parcelles concernées. Un important travail a été réalisé afin d'obtenir cet accord d'échange. L'établissement pourra ainsi assurer la continuité de la maîtrise publique du sentier reliant la plage à la Tour du Lozari. Cet échange permettra également d'améliorer la cohérence du parcellaire autour des bâtiments.

Aucune observation n'étant formulée, l'échange de parcelles à Lozari, en Corse, est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-047, point 3.2.3.

3.2.4. Étier La Minot – Loire-Atlantique – convention de superposition d'affectation

Mme ROLLAND rappelle que la présence d'ouvrages sur les terrains du Conservatoire du littoral implique un entretien ou une restauration que l'établissement n'est pas à même de prendre en charge. À la suite de la tempête Xynthia, il a paru nécessaire d'envisager d'importants travaux dans la zone urbanisée en bordure de l'étier du Pouliguen, notamment la réalisation d'une digue constituée d'une levée de terre, dont une petite partie se situera sur les terrains du Conservatoire. Il est donc demandé aux membres du Conseil d'administration d'autoriser Cap Atlantique, l'autorité gémapienne, à réaliser ces travaux dans un objectif de protection contre les inondations.

Aucune observation n'étant formulée, la convention de superposition d'affectation de l'Étier de La Minot, en Loire-Atlantique, est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-048, point 3.2.4.

3.2.5. Désignation du représentant du Conservatoire au CA de l'EPF Hauts-de-France

Mme ROLLAND précise que cette proposition a été formulée dans le cadre de la mise en œuvre d'un décret indiquant que le Conservatoire du littoral pouvait être membre du Conseil d'administration de l'EPF Hauts-de-France. Pour rappel, le Conservatoire a récemment signé une convention de partenariat avec cet Établissement Public Foncier. Il est donc proposé au Conseil d'administration d'approuver la désignation du ou de la délégué(e) de rivages Manche – Mer du Nord, en tant que titulaire, et de l'adjoint(e) en tant que suppléant(e).

Aucune observation n'étant formulée, la désignation du représentant du Conservatoire du littoral au Conseil d'administration de l'EPF Hauts-de-France est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-049, point 3.2.5.

4. Ressources

4.1. Budget 2024 Rectificatif n°1 (pour approbation)

M. PELGE rappelle que le Budget Rectificatif a pour objectif de réinitialiser le Budget Initial voté en décembre 2023, en procédant à des ajustements en recettes et en dépenses.

Concernant les recettes, le Conservatoire du littoral aura encaissé, à la fin du mois de juin, 98 % de la taxe affectée. La taxe a donc été recouvrée de manière très régulière et très efficace. Les recettes augmentent de 11,5 M€ pour atteindre un total de 72,8 M€. Elles se décomposent à hauteur de 1,6 M€ en recettes globalisées, de 900 000 € en legs, et de 9,9 M€ en subventions. Les subventions liées au

projet Adapto s'élèvent à 1 M€. Le montant de la TAEMUP atteint 39 M€, auxquels s'ajoute la subvention pour charges de service public d'un montant de 7 M€.

S'agissant des dépenses, les autorisations d'engagement ont été augmentées pour atteindre un montant de 5,8 M€. Les dépenses de personnel s'élèvent à 15,3 M€. Les dépenses de fonctionnement ont progressé afin d'engager les premières prestations liées au projet Adapto+ et de couvrir les travaux urgents qui ont suivi les dégâts des tempêtes de la fin de l'année 2023. Par ailleurs, l'augmentation significative des crédits de paiement a été autorisée par l'accroissement des prévisions d'encaissement. En fonctionnement, le montant des CP s'élève à 11,4 M€. En investissement, le montant des CP s'élève à 47,7 M€. Le montant global atteint 74,4 M€.

Ces mouvements contribuent à renforcer l'équilibre budgétaire. Le déficit du Conservatoire du littoral a diminué de 36 % pour s'établir désormais à 1,6 M€. Toutefois, les capacités opérationnelles de l'établissement demeurent encore limitées, à hauteur de 15,8 M€ d'investissement pour le foncier et de 11,2 M€ d'investissement pour les missions de propriétaire.

Aucune observation n'étant formulée, le Budget Rectificatif n°1 2024 est approuvé à l'unanimité, délibération n° 2024-050, point 4.1.

4.2. Subventions 2024, dont APCEL (pour approbation)

M. PELGE indique que cette délibération concerne le versement d'une subvention à l'association des personnels de l'établissement au titre de l'année 2024, pour un montant de 46 000 €. Pour rappel, l'APCEL a pour mission de renforcer les liens entre les agents du Conservatoire du littoral, de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie au travail des agents, et de leur permettre de bénéficier de prestations sociales. Le montant proposé est significativement inférieur à celui de 2023, qui s'élevait à 70 800 €, en raison de l'augmentation du nombre d'agents et de la prise en charge par l'employeur des titres restaurant. Enfin, il convient de souligner l'effort consenti par l'Amicale pour mobiliser davantage sa trésorerie en 2024, en signe de solidarité avec l'établissement.

Mme LANGEVINE remercie l'Amicale pour cet effort de solidarité.

Aucune observation n'étant formulée, les subventions 2024, dont APCEL, sont approuvées à l'unanimité, délibération n° 2024-051, point 4.2.

4.3. Processus d'évolution de la délégation Normandie (pour approbation)

M. PELGE rappelle que depuis 2005, les missions du Conservatoire du littoral sont portées en Normandie par le Syndicat mixte littoral normand (SMLN), créé entre l'établissement public et la région Normandie.

À la suite d'un audit du CGeFi en 2022, dont les recommandations ont été reprises par son ministère de tutelle, le Conservatoire du littoral a engagé au second semestre 2023 un processus de transformation visant à créer une délégation de rivages de Normandie de « plein exercice », reprenant ainsi à son compte les missions qui lui sont confiées par la loi. Cette opération s'est traduite en loi de finances 2024 par une mesure de périmètre à hauteur de + 9 ETPT pour l'année 2024 autour de la date-pivot du 1^{er} juillet 2024, puis de + 18 ETPT dès 2025.

S'agissant d'une mesure organisationnelle, il convient que le Conseil d'administration se prononce sur la création de cette délégation de rivages, dont le projet d'organigramme cible est proposé à titre indicatif. L'organisation est conforme aux entités de taille équivalente et répond en matière d'effectifs au cadre défini par la loi de finances 2024, et aux besoins du territoire sur les missions « socle » de l'établissement : mission foncière et mission de propriétaire.

Enfin, cette organisation a fait l'objet d'un avis unanimement favorable du Comité social d'administration de l'établissement.

Il est également proposé de créer la délégation de droit commun pour les rivages normands, en précisant que les mesures générales relatives à l'organisation et au fonctionnement de la délégation de rivages Normandie de droit commun doivent répondre aux principes d'organisation des délégations de rivages, identifiés dans le projet de l'établissement du Conservatoire du littoral.

M. DEJEAN de la BÂTIE prend acte de cette décision, tout en rappelant qu'il ne la souhaitait pas. Le système de partenariat avec l'État fonctionnait parfaitement. Monsieur Dejean de la Bâtie estime que cette évolution appauvrira les missions du Conservatoire du littoral en Normandie, notamment sur le plan financier, avec une diminution de 500 000 € en matière de recettes.

Le processus d'évolution de la délégation Normandie est approuvé, avec une abstention, délibération n° 2024-052, point 4.3.

5. Gestion, usages et travaux

5.1. Convention réseau-eau – Longues et Bayeux (pour approbation)

M. ANSELIN propose au Conseil d'administration d'approuver une convention d'occupation pour le passage de canalisations d'eaux pluviales à Longues-sur-Mer, au profit de la communauté de communes Bayeux Intercom. Aucune redevance n'a été prévue, puisqu'il s'agit d'améliorer l'accueil du public sur le site touristique de la Batterie.

Aucune observation n'étant formulée, la convention du réseau-eau de Longues et Bayeux, dans le Calvados, est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-053, point 5.1.

5.2. Étang de Bolmon – Bouches-du-Rhône – convention de mesures compensatoires (pour approbation)

M. ANSELIN indique que cette convention au profit de la métropole d'Aix-Marseille-Provence concerne le site de l'étang de Bolmon, sur la commune de Marignane. Cette mesure compensatoire a pour objet la cession gratuite au profit du Conservatoire du littoral de 20,8 ha, ou de toute autre parcelle présentant des caractéristiques écologiques équivalentes. Les frais de gestion du site ont été estimés à un montant de 1,3 M€.

Aucune observation n'étant formulée, la convention de mesures compensatoires de l'étang de Bolmon, dans les Bouches-du-Rhône, est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-054, point 5.2.

5.3. Marais des prés du Baugé – Hérault – convention agricole de plus de 30 ans (pour approbation)

M. ANSELIN précise que cette convention agricole est présentée au Conseil d'administration en raison de sa durée de 30 ans. La zone humide des prés du Baugé est située sur le site de l'étang de Thau. La mesure compensatoire a permis de rétrocéder des terrains au Conservatoire du littoral. La durée de 30 ans représente une prolongation de la précédente convention qui concernait une surface plus importante.

Aucune observation n'étant formulée, la convention agricole des marais des prés du Baugé, dans l'Hérault, est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-055, point 5.3.

5.4. Convention d'occupation pour des manifestations sportives (pour approbation)

5.4.1. Ultra Tour des Côtes d'Armor

M. ANSELIN indique que la convention d'occupation concerne l'événement de l'Ultra Tour des Côtes d'Armor, qui regroupera plus de 1 000 participants. Il s'agit d'un ensemble de cinq courses. Il est proposé au Conseil d'administration d'approuver la prochaine édition de 2025, et de donner des autorisations de principe pour les années 2026 et 2027, avec une clause de réexamen avant chaque édition. La redevance est fixée à un euro par participant.

Aucune observation n'étant formulée, la convention d'occupation pour l'Ultra Tour, dans les Côtes d'Armor, est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-056, point 5.4.1.

5.4.2. Croix des Gardes

M. ANSELIN précise que les courses pédestres, l'Urban Trail de Cannes et le Swim Run, se dérouleront sur le site de la Croix des Gardes, dans les Alpes-Maritimes. Ces deux courses seront encadrées par une convention d'occupation temporaire, avec une redevance de deux euros par participant.

Aucune observation n'étant formulée, la convention d'occupation pour la course de la Croix des Gardes, dans les Alpes-Maritimes, est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-057, point 5.4.2.

5.4.3. Festival Pete the Monkey

M. ANSELIN indique que le festival Pete the Monkey est une manifestation culturelle, organisée en Seine-Maritime, sur le site de Saint-Aubin-sur-Mer. L'organisateur est engagé dans une charte écoresponsable. La redevance s'élève à 0,75 euro par participant.

Aucune observation n'étant formulée, la convention d'occupation pour le festival Pete the Monkey, en Seine-Maritime, est approuvée à l'unanimité, délibération n° 2024-058, point 5.4.3.

5.5. Subvention Life Adapto+ (pour information)

M. ANSELIN rappelle l'excellente nouvelle annoncée par Madame Vince. La Commission européenne a en effet confirmé avoir retenu le projet Life 2024-2029 du Conservatoire. Il n'a pas été possible de

soumettre la convention de financement à la validation des membres du Conseil d'administration, en raison des délais très contraints, imposés pour la signature. La subvention européenne Life s'élève à 7,1 M€, soit 60 % des dépenses, pour un montant total éligible de projets de l'ordre de 12 M€. Monsieur Anselin remercie la tutelle et le ministère de la Transition écologique, qui soutient le projet à hauteur de 2,5 M€. La Banque des territoires apporte également son concours financier à hauteur de 250 000 €. Le financement européen bénéficiera principalement au Conservatoire, chargé de la mise en œuvre de la plus grande partie des dépenses, mais d'autres partenaires sont également associés au projet, comme le BRGM, le Cerema, l'INRAe, la Fondation Tour du Valat, les Réserves naturelles de France, le Syndicat mixte des espaces littoraux de la Manche, l'ONF, l'Office français de la biodiversité, et la Communauté de communes de Noirmoutier.

Pour rappel, Adapto était un projet expérimentant des méthodes de gestion souple du trait de côte. Ce projet a d'ailleurs été lauréat des Life Awards. Le programme Adapto+ ambitionne de passer du stade expérimental au stade de la réplication à grande échelle, avec 15 nouveaux sites déjà concernés et 10 nouveaux sites en cours de projet.

Mme LANGEVINE remercie tous les partenaires impliqués dans ce projet innovant.

5.6. Décision d'urgence programme de travaux Contrat territorial Bouches-du-Rhône (pour information)

M. ANSELIN indique que cette convention avec le département des Bouches-du-Rhône pour la mise en place et le financement conjoint d'un programme pluriannuel d'investissement a été précédemment validé. Le département a cependant revu à la baisse le contenu et le montant de la convention. Le taux d'autofinancement du Conservatoire passe de 20 à 22 %, soit une contribution diminuant de 6,3 à 3,5 M€, avec un nombre réduit d'opérations. La date prévue pour la délibération du Conseil départemental a nécessité une décision d'urgence.

CLÔTURE DE LA SÉANCE

Mme LANGEVINE remercie pour l'effort collectif fourni par l'ensemble des participants, afin de permettre le bon déroulement de cette séance au format exceptionnel, dans un contexte particulier. Par ailleurs, Madame Langevine émet le souhait de poursuivre sereinement les travaux de préservation de la biodiversité, du vivant et du climat. Madame Langevine remercie également les représentants des ministères, notamment ceux de la tutelle et Madame Fabienne Ricard.

Mme VINCE remercie également les représentants de la tutelle, et notamment Madame Fabienne Ricard. Par ailleurs, Madame Vince salue officiellement Madame Bénédicte Benoit-Sisco, la nouvelle déléguée de rivages de Corse.

La prochaine séance du Conseil d'administration aura lieu le 1^{er} octobre 2024.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15 heures 35.